

celle de la plupart des autres pays industrialisés, et, ce qui est particulièrement significatif pour nous, à celle des États-Unis.

Le taux moyen annuel de croissance de l'indice des prix à la consommation s'est élevé de janvier 1965 à janvier 1968 à 3.7 p. 100. De 1952 à 1965, il n'a été que de 1.3 p. 100.

Au cours de toute la période comprise entre 1949 et 1967, le taux a été de 2.3 p. 100. Donc, notre dernier bilan n'est pas bon.

Il y a lieu de noter également que les prix des produits importés n'ont pas augmenté plus rapidement au cours des trois dernières années que durant la période allant de 1952 à 1964. Il est évident que toute augmentation sensible des prix à l'importation peut exercer une forte pression à la hausse sur les prix du marché intérieur comme c'est arrivé, par exemple, en 1950-1951. Mais cela ne s'est pas produit cette fois-ci. Depuis le début de 1965 jusqu'au troisième trimestre de 1967, l'augmentation annuelle moyenne des prix à l'importation a été de 1.3 p. 100 comparativement à 1.7 p. 100 de 1952 à 1964.

En somme, monsieur l'Orateur, les prix de la plupart des catégories de biens et de services augmentent depuis quelque temps à un rythme absolument incompatible avec une stabilité raisonnable des prix.

La productivité est, bien entendu, un facteur important dans ces domaines, c'est un facteur déterminant des prix et des revenus. Le seul moyen d'augmenter le revenu réel quand on dispose d'une quantité donnée de capital et de main-d'œuvre c'est d'améliorer la productivité. Si le taux d'augmentation du revenu en espèces est supérieur à celui de la production réelle, le pays dans son ensemble n'en tire qu'illusion et frustration. Ainsi toute politique visant à atteindre la stabilité des prix doit avant tout chercher à contenir l'augmentation générale des revenus dans les limites établies par l'augmentation réelle de la production.

Cela est d'autant plus urgent que, entre autre choses, au cours des deux dernières années, de nouveaux ajustements des salaires ont dans l'ensemble représenté une augmentation annuelle de plus de 8 p. 100. Le rapport de l'OCDE dont j'ai parlé donne 8.7 p. 100. Une telle augmentation dépasse de loin, hors de toute proportion raisonnable, l'accroissement moyen à longue échéance de la productivité au Canada. Elle excède aussi les augmentations enregistrées durant la même période aux États-Unis à la suite de la conclusion de conventions collectives, alors que dans ce pays la productivité à long terme s'accroît à peu près au même rythme qu'au Canada.

Les bénéfices des sociétés qui, au cours des premières années d'expansion, ont accusé des hausses assez fortes ont cependant diminué de

façon sensible au cours des deux dernières années. En 1967, les bénéfices, avant la déduction de l'impôt, étaient d'environ 5 p. 100 inférieurs à ceux enregistrés deux ans plus tôt, bien que la production non agricole eût augmenté de 8 à 9 p. 100. S'il n'y avait pas eu diminution des bénéfices—et j'admets une diminution par rapport aux sommets des premières années—le déséquilibre entre l'augmentation des salaires et des traitements et l'accroissement de la productivité aurait davantage influé sur les prix.

On ne peut arrêter la montée en flèche des prix et des revenus du jour au lendemain, mais on doit essayer de la contrôler. Ce n'est pas chose facile dans une société libre et une économie libre (et la nôtre est peut-être la plus libre qui soit), surtout en période d'expansion économique. L'accroissement de la demande, qui va de pair avec l'expansion et la prospérité, fait monter les coûts. La hausse des coûts fait à son tour monter les prix, d'où une relance des coûts dont les effets se font sentir sur la production et la consommation et arrêtent l'expansion.

Il en résulte des difficultés dont le monde ouvrier blâme les grandes entreprises, le patronat et leurs bénéfices excessifs. Les grandes entreprises blâment les syndicats ouvriers et leurs revendications qu'elles jugent exagérées. Les consommateurs blâment les marchands. Ceux-ci blâment les fabricants. Et tout le monde blâme le gouvernement, surtout le gouvernement fédéral, bien que plus de 55 p. 100 des taxes au Canada soient maintenant versées aux gouvernements provinciaux et municipaux.

Tous les jours, je reçois des lettres, j'écoute des discours et je lis dans les journaux des éditoriaux incitant le gouvernement à couper les dépenses, à réduire les poussées inflationnistes et à faire baisser les coûts. On nous demande aussi—et il s'agit souvent des mêmes personnes qui exigent une réduction des dépenses—de consacrer de plus fortes sommes aux pensions, aux mesures de prévention de la pollution, à l'habitation, au soutien des prix pour les agriculteurs, à l'éducation, au recyclage, aux subventions à l'hygiène, à la recherche et à d'autres secteurs importants et utiles. On nous demande, tous les jours, de freiner les dépenses. Mais on nous blâme souvent d'abandonner des programmes excellents ou qui nous tiennent à cœur, ou encore d'en réduire l'ampleur, bien qu'on se rende compte qu'il faut, dans les conditions présentes, remettre à plus tard, éliminer ou réduire de très avantageux projets pour stabiliser la situation financière du pays.

Il faut éventuellement payer pour toutes ces choses, et le gouvernement n'a pas de pouvoir magique pour se procurer de l'argent